

**EXPLORATION DU GAZ DE SCHISTE**

# Sonatrach poursuit la phase expérimentale

**La phase expérimentale dans la recherche et l'exploration du gaz de schiste se poursuit, en attendant la conclusion de partenariats avec des opérateurs étrangers.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Le groupe Sonatrach compte forer cette année quatre puits de recherche et exploration du gaz de schiste dans les bassins d'Ahnet et d'Illizi, indique la compagnie nationale qui compte forer globalement 117 puits en effort propres.

Le forage de ces puits de gaz de schiste rentre dans le cadre du programme de forage de onze puits sur une période de 7 à 13 ans que le Conseil des ministres avait autorisé en mai dernier. Des forages qui permettront de cerner davantage le potentiel en hydrocarbures non conventionnels (gaz et huiles de schiste, gaz compacts...) et dont le développement et l'exploitation seront progressifs. A ce propos, le ministre de l'Energie, Youcef Yousfi indiquait récemment que des tests sont déjà effectués au niveau de certains bassins sédimentaires contenant des hydrocarbures de ce type. Il s'agit d'évaluer le potentiel et la qualité de la roche-mère ainsi que la faisabilité technique et économique de l'exploitation desdits hydrocarbures.

Déjà en 2012, comme le rappelle le communiqué du Conseil des ministres, Sonatrach avait réalisé le

premier forage schiste à Ahnet, situé au sud d'In Salah. Un puits expérimental qui lui a permis d'approfondir davantage ses données sur les réserves gazières non conventionnelles de ce bassin.

Les études croisées menées sur ce gisement par la Sonatrach et aussi par des bureaux de consulting internationaux ont permis au groupe d'avoir une meilleure estimation du potentiel du sous-sol, ce qui est très encourageant.

Outre Ahnet, l'Algérie compte six autres bassins renfermant le gaz de schiste, selon une étude réalisée par le département américain de l'énergie (DoE) en collaboration avec la firme américaine Advanced Resources International, une société de consultants des industries des hydrocarbures à l'échelle internationale. Il s'agit des bassins de Mouydir, Berkine-Ghadamès, Timimoun, Reggane et Tindouf qui contiennent des réserves techniquement récupérables, précise la même étude.

Notons qu'en juin 2013, le Département américain de l'Energie avait classé l'Algérie au troisième rang mondial des réserves récupérables de gaz de schiste avec 19 800 milliards



Sonatrach avait réalisé le premier forage en 2012.

de m³. Ainsi, les premières indications disponibles laissent entrevoir des capacités nationales «appréciables» en gaz et huile de schiste ainsi que des perspectives «prometteuses» en termes de quantités récupérables, notait le communiqué. Une expérimentation qui se poursuit parallèlement à la quête du partenariat étranger dans ce domaine. Ainsi, le Conseil des ministres avait donné son accord

pour le lancement des procédures requises en direction des partenaires étrangers. «Les projets d'accords pour entamer les prospections seront soumis le moment venu à la décision du Conseil des ministres», soulignait ce communiqué.

Un partenariat qui devrait être rapidement boosté, dans la mesure où des contrats de recherche et exploitation d'hydrocarbures seront signés

début octobre prochain. En effet, l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) avait lancé en janvier dernier un appel à concurrence pour la recherche et exploitation d'hydrocarbures, portant sur 31 périmètres dont 17 périmètres de ressources non conventionnelles, dont les plus importants sont situés à Tindouf, Timimoun, Reggane, Berkine, Illizi, Mouydir. Au-delà de leur nombre, les contrats qui seront signés par les opérateurs retenus permettront d'enclencher la phase effective d'exploration et d'exploitation des gaz de schiste.

En d'autres termes, le processus de valorisation des gaz de schiste est enclenché de manière irréversible, malgré la controverse à ce propos et la nécessité de réunir les meilleures conditions d'ordre logistique, technique, financier et environnemental.

Notons que la valorisation de ces hydrocarbures, incontournable selon le ministre de l'Energie qui s'est montré soucieux de l'indépendance énergétique du pays, reste cependant assez problématique pour nombre d'experts, hommes politiques et acteurs de la société civile, soucieux quant à eux des risques qu'elle génère sur le plan notamment environnemental et de la nécessité d'une implication des citoyens.

C. B.

**45,01% ONT DÉCROCHÉ LEUR BAC**

## Les nouveaux bacheliers entament demain les préinscriptions

**C'est finalement mercredi 2 juillet que l'Office national des examens et concours (Onec) a rendu publics les résultats de l'examen du baccalauréat de la session de juin 2014. 45,01% des candidats ont décroché le fameux sésame leur permettant l'accès à l'université contre 44,72% l'année dernière. Les préinscriptions débiteront à partir de demain.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Fini le stress pour les 650 000 candidats ayant passé l'examen du bac en juin dernier. Les résultats ont été annoncés depuis mercredi et non le 6 juillet comme annoncé officiellement par l'Onec.

Jeudi, à partir de Batna, où il était en visite d'inspection, le Premier ministre Abdelmalek Sellal a annoncé que le taux de réussite aux épreuves du baccalauréat est de 45,01%. Un taux supérieur à celui de la session de juin 2013 où le nombre de candidats admis à l'université était de 44,72% sur les 569 257 postulants. Les filles devancent encore une fois les garçons avec 67,61% de réussite.

Selon le Premier ministre, le taux de réussite le plus élevé pour cette année a été enregistré dans la filière

mathématique. Il fera remarquer aussi que les résultats enregistrés dans les filières scientifiques et technologiques ont connu une amélioration. Cependant, passée la période de l'euphorie du bac, les nouveaux bacheliers vont devoir faire face à une nouvelle étape : les démarches à accomplir pour l'inscription à un établissement universitaire. Et c'est à partir de demain, dimanche, que les nouveaux bacheliers vont devoir entamer les procédures.

**Les préinscriptions**

Les préinscriptions se dérouleront entre le 6 et le 10 juillet. Cette phase consiste à remplir la fiche de vœux et à la déposer, en ligne, sur l'un des sites suivants : [www.orientation.esi.dz](http://www.orientation.esi.dz) ou sur le [www.mesrs.dz](http://www.mesrs.dz) ou sur le [www.esi.dz](http://www.esi.dz) ou encore sur le [www.mesrs.dz/web/bac2014](http://www.mesrs.dz/web/bac2014). Le

ministère de l'Enseignement supérieur informe les nouveaux bacheliers que des salles sont mises à leur disposition dans tous les établissements universitaires, dans lesquelles ils pourront trouver conseils, assistance et accès gratuit à Internet.

**Confirmation des préinscriptions**

Après avoir rempli sa fiche de vœux, le candidat doit confirmer sa préinscription. Il peut modifier la précédente fiche de vœux entre le 11 et le 12 juillet en cours. Dans ce cas, souligne le ministère de l'Enseignement supérieur, c'est la deuxième fiche de vœux qui est prise en considération dans l'orientation.

**Affectations et recours**

Les affectations et les recours se dérouleront entre le 20 et le 26 juillet en cours. Ainsi, le candidat peut introduire un recours pendant cette date, dans le cas où aucun de ses choix n'a été retenu.

**Inscription définitive**

Après avoir pris connaissance de son affectation, le candidat doit procéder à son inscription définitive auprès de l'établissement où il a été affecté. Et ce, entre le 2 et le 7 août prochain.

**Filières soumises à des tests d'aptitude ou entretien**

Le candidat qui fait le choix d'une filière soumise à un test d'aptitude ou entretien doit se renseigner auprès des établissements concernés, sur la date précise des épreuves entre les 20 et 25 juillet en cours. Les résultats lui seront communiqués au plus tard 72 heures avant la clôture des inscriptions définitives.

Au cas où le candidat a été déclaré non admis, il sera réorienté dans l'un des autres choix portés sur sa fiche de vœux. L'établissement d'accueil en première affectation est chargé de la procédure de la réorientation.

S. A.

**COMMERCE ET INFLATION**

## Amara Benyounès déplore l'absence d'un réseau de grande distribution

**Amara Benyounès, ministre du Commerce, a déclaré jeudi dernier que le déficit dans le réseau de grande distribution constitue un problème épineux pour le secteur du commerce. Cette situation, dénoncée à plusieurs reprises par l'Union des commerçants, est à l'origine de l'inflation mais aussi de la prolifération du commerce informel.**

**F-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Exigé à plusieurs reprises, un réseau de grande distribution organisé à travers le territoire national permettrait selon eux de stabiliser les prix. Ainsi et selon le ministre du Commerce en visite dans la wilaya d'Alger, ce

réseau de détail permettrait de réguler le marché et viendrait à bout de l'inflation.

Le nombre de marchés de gros devrait aussi être multiplié rappelle le ministre. Actuellement a précisé le ministre, huit marchés de gros sont en réalisation. Toutefois les commerçants par le biais de l'UGCAA ont à plusieurs reprises dénoncé le décalage entre les projets officiels et ce qui se passe réellement sur le terrain.

Ainsi la mise en place d'un réseau national de distribution annoncé en grande pompe dans le cadre du plan quinquennal et qui devait être opérationnel début 2014, n'a pas encore vu le jour.

Le projet consiste en la réalisa-

tion de 1 000 marchés de proximité, 800 marchés de détail et 30 marchés de gros. Il s'agit aussi du projet de création de 100 locaux par commune sur tout le territoire national.

Ces projets avaient été mis au point pour venir à bout du commerce informel mais aussi pour mettre fin à l'inflation.

Projets qui, selon l'UGCAA, ont la capacité d'absorber 50% des activités commerciales informelles qui gangrènent les rues. Ceci alors que plusieurs espaces commerciaux sur le territoire national ne sont pas exploités, a dénoncé l'UGCAA. Les représentants de l'Union citent notamment le marché de gros d'El Harrach qui a une capacité de 549 locaux commerciaux. La visite du

ministre du Commerce et de celui de l'Agriculture et du Développement local les a aussi menés au marché de gros de Bougara dans la wilaya de Blida où les mandataires ont expliqué que les prix au niveau du gros ont connu une chute importante depuis le début du mois de Ramadhan. Ceci après le rush des premiers jours au niveau des marchés de détail.

Cette baisse de la demande en l'espace de quelques jours a toutefois provoqué une accumulation de la marchandise qui va être stockée en quantité importante. Cette situation est imputée au dérèglement des habitudes de consommation en cette période de l'année.

F-Z. B.

## TIZI-OUZOU Rassemblement des non-jeûneurs pour défendre la liberté de culte et de conscience

Pour défendre la liberté de culte et de conscience, pour dénoncer «l'obligation sociale et politique de jeûner (et) la persécution des non-jeûneurs» et «Yal yiwen i-imanis» (chacun pour soi), ont été les principaux mots d'ordre défendus par les participants au rassemblement des non-jeûneurs.

L'événement, organisé pour la deuxième fois consécutive à Tizi-Ouzou, a rassemblé une centaine de participants qui ont répondu à un appel lancé sur les réseaux sociaux et qui se sont donné rendez-vous, jeudi 3 juillet, à partir de 11h, à la place de l'Olivier sise au centre-ville de Tizi-Ouzou.

Le regroupement a donné lieu à des prises de parole où des orateurs, des membres du MAK, en majorité, ont proclamé les motivations et les objectifs de ce rassemblement durant lequel quelques participants ont accompli le geste symbolique de manger et de boire en public.

Un acte qui n'a pas manqué de susciter la réprobation de quelques passants qui ont estimé que manger en public durant le mois de Ramadhan est un acte de provocation et de non-respect à ceux qui ont observé le jeûne. Une objection que réfutent ces non-jeûneurs qui entendent, à leur manière, lancer le débat sur une problématique qui relève du tabou social entérinée par une décision politique. Et c'est ce qui est explicité un peu plus par les auteurs de l'appel diffusé sur le réseau social Facebook qui donnent ainsi tout le sens à l'action de la matinée de jeudi dernier : dénoncer «l'obligation sociale et politique de jeûner, la persécution des non-jeûneurs et l'obligation de fermeture des restaurants et cafés durant le mois de Ramadhan».

Tout est dit ou presque, dans cet énoncé qui se veut un plaidoyer pour le respect pour la liberté de conscience. «Pour le respect des différences», pouvait-on lire sur des pancartes exhibées par les nonjeûneurs qui n'étaient pas aussi nombreux que l'année passée.

Les auteurs de l'appel diffusé sur le web ont dédié ce rassemblement à la mémoire de Katia Bengana, une lycéenne assassinée en 1993 par les terroristes islamistes à l'âge de 17 ans, pour avoir refusé de porter le voile.

S. A. M.